



Assemblée générale

Distr. générale
23 juin 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 118 d) de la liste préliminaire*

Élections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres élections : élection de membres du Conseil des droits de l'homme

Note verbale datée du 22 juin 2021, adressée au Président de l'Assemblée générale par la Mission permanente de la Finlande auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de la Finlande auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Président de l'Assemblée générale et a l'honneur de se référer à la candidature de la Finlande aux élections au Conseil des droits de l'homme pour la période 2022-2024, qui se tiendront à la soixante-seizième session de l'Assemblée, en 2021.

En application de la résolution [60/251](#) de l'Assemblée générale, la Mission permanente de la Finlande a l'honneur de transmettre, en annexe à la présente note verbale, le récapitulatif des engagements pris volontairement par la Finlande, qui démontrent une fois encore que celle-ci considère la promotion et la défense des droits de l'homme comme des priorités de premier ordre (voir annexe).

La Mission permanente de la Finlande serait reconnaissante au Président de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente note et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 118 d) de l'ordre du jour provisoire.

* [A/76/50](#).



**Annexe à la note verbale datée du 22 juin 2021 adressée
au Président de l'Assemblée générale par la Mission permanente
de la Finlande auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Candidature de la Finlande au Conseil des droits de l'homme
pour la période 2022-2024**

**Engagements pris volontairement en application de la résolution 60/251
de l'Assemblée générale**

C'est avec fierté que la Finlande présente sa candidature à un siège au Conseil des droits de l'homme pour la période 2022-2024. La Finlande a déjà siégé au Conseil pendant un an, à compter de 2006, alors que celui-ci venait d'être créé.

La démocratie finlandaise est fondée sur l'état de droit et la Constitution du pays garantit la protection solide de la dignité humaine, de l'intégrité personnelle et des droits humains de chacune et chacun. La confiance et le respect mutuel, ainsi que les institutions qui défendent les droits et valeurs précités, sont la clé de voûte du bien-être en Finlande.

La Finlande souligne l'importance de l'ordre international fondé sur des règles, des obligations qui en découlent et du caractère universel et obligatoire des droits humains. Elle souligne également l'importance des trois piliers de l'action des Nations Unies, à savoir la paix et la sécurité, le développement et les droits humains, et des liens qui unissent ces axes de travail complémentaires. La Finlande s'emploie de manière active et constructive à renforcer la coopération multilatérale.

La Finlande défend fermement le caractère universel, indivisible, interdépendant et indissociable des droits humains, tel qu'il est énoncé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres textes clés, notamment le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Elle a adossé sa politique étrangère et sa politique de sécurité, notamment ses activités de coopération internationale pour le développement, aux normes et principes relatifs aux droits humains.

La Finlande est partie à sept des principaux instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et reconnaît la compétence de chacun des organes conventionnels à connaître des plaintes qui seraient portées à son endroit en matière de droits de l'homme. En tant qu'État membre du Conseil de l'Europe, elle est également partie à plusieurs traités régionaux relatifs aux droits humains et soumise à la juridiction de la Cour européenne des droits de l'homme. Tous les gouvernements sont comptables de leur action au regard du droit international.

La Finlande reconnaît la dignité inhérente de chaque personne et le droit de chacune et chacun à exercer pleinement tous ses droits humains sans discrimination. Depuis bien longtemps, elle s'attache à titre prioritaire à plaider pour l'égalité des genres et à promouvoir et à protéger les droits de toutes les femmes et les filles et à en garantir l'exercice, sur son territoire comme sur le plan international. La Finlande souligne que les droits des personnes appartenant à des minorités ou se trouvant en situation de vulnérabilité doivent être pleinement protégés. La Finlande respecte les droits des peuples autochtones, notamment ceux des Sâmes qui vivent sur son territoire et dans les pays voisins, et en favorise la réalisation.

La collaboration avec la société civile et la reconnaissance du rôle qui revient à celle-ci font partie intégrante de la promotion et de la protection des droits humains aux niveaux national et international. L'institution nationale pour la promotion et la protection des droits humains et les organisations non gouvernementales tiennent une

place essentielle dans la société finlandaise. Le modèle de gouvernance de la Finlande est ouvert et les documents officiels sont accessibles au public, ce qui favorise la transparence et la responsabilité ainsi que l'exercice des droits humains.

La Finlande est convaincue que les changements climatiques, la dégradation de l'environnement, l'appauvrissement de la biodiversité et la pandémie mondiale de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) sont pour l'humanité des défis sans précédent, du point de vue de la protection des conditions de vie comme de celle des droits humains.

La Finlande estime que le Conseil des droits de l'homme est l'une des pierres d'angle du système multilatéral et serait honorée d'y siéger, dans la perspective de renforcer le respect des droits humains universels de toutes et tous.

C'est dans cet esprit qu'elle présente les engagements pris volontairement ci-après :

Promouvoir les droits humains au Conseil des droits de l'homme et à l'échelle du système des Nations Unies

1. Nous nous engageons à continuer de veiller à ce que les activités du système des Nations Unies soient coordonnées efficacement et à ce que la question des droits de l'homme soit prise en compte systématiquement par tous les organismes du système. Nous accueillons avec satisfaction l'appel à l'action en faveur des droits humains lancé par le Secrétaire général.
2. Nous sommes favorables à ce que le Conseil des droits de l'homme et le Conseil de sécurité collaborent davantage en vue de prévenir les conflits, de chercher à les régler et de mieux consolider la paix.
3. Nous nous engageons à coopérer avec tous les États en vue de promouvoir et de protéger les droits humains de toutes et tous. Très attachés au principe du dialogue franc et ouvert, nous sommes déterminés à assurer la participation véritable des organisations nationales et internationales de la société civile et à collaborer étroitement avec elles.
4. Nous nous engageons à aider le Conseil des droits de l'homme à lutter contre les violations des droits humains commises dans différents contextes nationaux. Nous nous attacherons à faire respecter le rôle du Conseil en tant qu'instance de dialogue concernant les questions thématiques qui intéressent les droits humains. Les questions thématiques comme les questions liées à des pays en particulier requièrent qu'on leur prête attention. Nous nous engageons également à promouvoir le rôle qui revient au Conseil des droits de l'homme dans la prévention des violations des droits humains et des atteintes à ces droits.
5. Nous nous engageons à défendre l'indépendance du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). Nous sommes résolus à renforcer et à soutenir les procédures spéciales et les autres mécanismes internationaux de défense des droits humains.
6. Nous nous engageons à poursuivre nos efforts en vue de consolider la situation budgétaire du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, du Conseil des droits de l'homme et des organes conventionnels des droits de l'homme. Nous nous engageons à continuer de soutenir le HCDH au moyen de contributions volontaires.
7. Nous nous engageons à aider le HCDH à offrir une assistance technique en matière de droits humains et à renforcer les capacités aux niveaux national et régional.
8. Nous nous engageons à maintenir l'invitation permanente adressée à tous les titulaires de mandats au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de

l'homme et à répondre aux appels urgents et aux communications dans les délais voulus.

9. Nous nous engageons à exploiter efficacement, dans l'élaboration de politiques et de textes de loi, les recommandations des organes conventionnels et les recommandations formulées dans le cadre de l'examen périodique universel. Nous nous engageons à contribuer au renforcement du mécanisme de l'examen périodique universel en formulant des recommandations réfléchies et précises.

10. Nous nous engageons à ratifier la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

11. Nous nous engageons à maintenir un dialogue suivi avec les organes conventionnels de l'ONU, en leur faisant régulièrement rapport ainsi qu'en suivant l'application des recommandations qu'ils auront formulées. Dans le même esprit, nous nous engageons à renforcer la transparence du processus national de sélection des expertes et experts finlandais désignés comme candidats pour siéger aux organes conventionnels.

12. Nous nous engageons à nous acquitter mieux encore, sur le plan national, de nos obligations en matière de droits humains. Le troisième plan d'action national de la Finlande sur les droits fondamentaux et les droits humains comprendra des indicateurs relatifs aux droits humains qui serviront à éclairer la prise de décision.

Soutenir les défenseurs et défenseuses des droits humains

13. Nous nous engageons à continuer de soutenir clairement l'action des défenseurs et défenseuses des droits humains et de protéger leurs droits, en particulier ceux des défenseuses des droits des femmes, des défenseurs et défenseuses des droits environnementaux et des défenseurs et défenseuses autochtones des droits humains. Nous redoublerons d'efforts pour appliquer nos lignes directrices nationales relatives à la protection des défenseurs et défenseuses des droits humains et à l'appui à leurs travaux.

14. Nous nous engageons à soutenir l'indépendance des institutions nationales, commissions, organes de médiation et organismes de lutte contre les discriminations qui œuvrent pour la promotion et la protection des droits humains, conformément aux Principes de Paris.

15. Nous nous engageons à protéger et à favoriser la liberté d'expression, la liberté et le pluralisme des médias, en ligne et hors ligne, ainsi que l'accès ouvert à l'information. Nous nous engageons à faire en sorte que les défenseurs et défenseuses des droits humains, les journalistes, les professionnels des médias et les autres acteurs de la société civile puissent exercer tous leurs droits humains librement, sans être harcelés ni exposés à des représailles.

16. Nous nous engageons à continuer d'œuvrer activement pour mettre fin à l'impunité des crimes les plus graves au regard du droit international et remédier à la situation des victimes de tels crimes et des personnes qui y ont survécu.

17. Nous nous engageons à œuvrer en faveur de l'abolition de la peine de mort partout dans le monde. Personne ne devrait être soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Faire en sorte que toutes les femmes et les filles jouissent de tous leurs droits humains

18. Nous nous engageons à continuer de faire progresser l'égalité des genres et de promouvoir les droits et l'égalité des chances de toutes les femmes et les filles, dans toute leur diversité.

19. Nous nous engageons à lutter contre les formes de discrimination multiples et croisées auxquelles de nombreuses femmes et filles sont exposées et à défendre une approche intersectionnelle de l'égalité des genres.
20. Nous nous engageons à continuer de considérer la promotion des femmes et des filles en situation de handicap comme une véritable priorité.
21. Nous nous engageons à accroître la participation de toutes les femmes, y compris les jeunes femmes, à la vie publique et à la vie politique et à renforcer leur pouvoir de décision. Nous défendrons le droit des femmes et des filles à vivre une vie exempte de violences, notamment de toutes atteintes ou harcèlement, hors ligne et en ligne.
22. Nous nous engageons à œuvrer pour que chaque personne dispose d'une compréhension exhaustive des questions de santé sexuelle et reproductive et des droits connexes et puisse accéder à des services de santé sexuelle et reproductive de qualité et à une éducation sexuelle complète, en toutes circonstances.
23. Nous nous engageons à continuer de défendre résolument la pleine application du programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

Prôner la diversité et encourager la participation de toutes et tous

24. Nous nous engageons à promouvoir et à renforcer la participation pleine, effective, concrète et égale de toutes les personnes, sans discrimination d'aucune sorte.
25. Nous nous engageons à mieux faire respecter les droits des personnes en situation de handicap, en particulier leur droit à vivre une vie exempte de violence, de stigmatisation et de discrimination. La Finlande plaide en faveur du recours à des systèmes, structures et services inclusifs et accessibles à toutes les personnes en situation de handicap. Elle s'attache également à veiller à ce que celles-ci puissent participer à tous les aspects de la vie publique et privée et aux activités sociales sur un pied d'égalité avec les autres.
26. Nous nous engageons à continuer de soutenir fermement la mise en œuvre de la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap, qui offre une base devant favoriser l'accomplissement de progrès durables et de transformations dans la prise en compte de la question du handicap dans toutes les composantes de l'action du système des Nations Unies.
27. Nous nous engageons à continuer de promouvoir et de protéger les droits des personnes autochtones et d'en garantir l'exercice et de renforcer la participation véritable des personnes autochtones aux réunions du système des Nations Unies portant sur les questions qui les concernent.
28. Nous nous engageons à protéger les droits des personnes appartenant à des minorités, notamment les minorités nationales, ethniques, religieuses et sexuelles, les minorités de genre et les minorités linguistiques, et à en garantir l'exercice effectif, conformément aux normes et règles internationales applicables.
29. Nous nous engageons à renforcer l'action menée aux niveaux international, régional et national en vue de lutter contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.
30. Nous nous engageons à défendre le droit à la liberté de religion et de croyance, y compris la liberté de changer de religion. Nous accordons une importance particulière au respect effectif des droits des personnes appartenant à des minorités religieuses et à l'amélioration de leur sort.

31. Nous nous engageons à promouvoir les droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes (LGBTIQ+) et à continuer de lutter contre toutes les discriminations auxquelles elles font face. Nous sommes déterminés à renforcer l'appui politique offert aux LGBTIQ+ et aux groupes qui défendent leurs droits.

32. Nous nous engageons à continuer de plaider pour que les besoins particuliers des personnes en situation de vulnérabilité soient pris en compte dans l'ensemble des interventions humanitaires.

Mettre les droits humains au cœur de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030

33. Nous appuyons énergiquement le Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui repose sur la Déclaration universelle des droits de l'homme et les normes internationales relatives aux droits humains et plaçons l'égalité et la non-discrimination au cœur de l'action menée.

34. Nous nous engageons à adopter une approche fondée sur les droits humains et à nous concentrer sur les objectifs transversaux que sont l'égalité des genres, la non-discrimination, la résilience climatique et le développement à faible intensité carbone dans toutes nos mesures de coopération pour le développement et toutes nos mesures directrices.

35. Nous nous engageons à plaider pour que les liens entre les changements climatiques et la pleine réalisation des droits humains soient mieux pris en compte. Nous continuons à opérer et à promouvoir une transition juste vers un développement sans effet sur le climat et des sociétés climatorésilientes.

36. Nous nous engageons à œuvrer en faveur des droits humains à l'eau et à l'assainissement et sommes conscients que l'accès à l'eau potable et à l'assainissement est une condition essentielle de la réalisation de tous les droits humains. Nous mettrons tout particulièrement l'accent sur les infrastructures liées à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène (WASH). Nous encouragerons l'adoption d'une approche fondée sur les droits humains en matière de politique internationale de l'eau.

37. Nous nous engageons à défendre le droit de chacun et chacune, en particulier les filles, les personnes en situation de handicap et les personnes les plus vulnérables, à accéder en toute équité à une éducation inclusive de la meilleure qualité possible. Dans le cadre de la riposte à la pandémie de COVID-19 et des efforts de relèvement à l'échelle mondiale, nous accordons une attention particulière à la jeunesse et au principe de l'éducation pour toutes et tous.

38. Nous nous engageons à continuer de promouvoir l'application effective des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, sur les plans national et international.

39. Nous nous engageons à continuer de soutenir fermement le Plan d'action de coopération numérique présenté par le Secrétaire général.

40. Nous nous engageons à promouvoir une approche fondée sur les droits humains et la diversité dans la gouvernance, la conception, le développement, la mise à disposition et l'utilisation des nouvelles technologies telles que l'intelligence artificielle. À cet égard, il est essentiel de protéger le droit à la vie privée et d'assurer la protection des données personnelles et sensibles.

41. Nous nous engageons à encourager un développement numérique qui favorise l'égalité des genres et la non-discrimination et contribue à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

42. Nous nous engageons à respecter, à protéger, à promouvoir et à garantir les droits humains de chacune et chacun dans la sphère numérique. Nous lutterons par tous les moyens contre la désinformation, les discours de haine et la violence de genre en ligne, notamment dans notre rôle de co-chef de file de la Coalition d'action du Forum Génération Égalité sur la technologie et l'innovation au service de l'égalité des genres et par l'intermédiaire de la Coalition pour la liberté en ligne.

43. Nous nous engageons à réduire les fractures numériques en adoptant des stratégies plus inclusives, en investissant davantage et en développant les compétences numériques de toutes les femmes et les filles, ainsi que des personnes en situation de handicap.

44. Nous nous engageons à continuer d'œuvrer en faveur d'une approche de la cybersécurité qui soit fondée sur les droits humains et à faire émerger une interprétation commune de la manière dont le droit international humanitaire existant s'applique aux cyberopérations menées dans le cadre de conflits armés.

45. Nous nous engageons à faire œuvre de collaboration pour veiller à ce que les droits humains soient au cœur de la riposte à la COVID-19 et des plans de relèvement. Nous nous attacherons à faire en sorte que la pandémie de COVID-19 et d'autres pandémies n'aient pas d'effets néfastes permanents sur les droits humains et l'égalité des genres.

46. Nous nous engageons à reconstruire en mieux, sur des bases plus vertes, dans l'intérêt des générations futures et en ne laissant personne de côté.
